

## PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction Régionale et Interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France

Unité Départementale de Seine-et-Marne

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°2019/DRIEE/UD77/056 du 05 juillet 2019 de mise en demeure à l'encontre de la société PROLOGIS DC4 située ZAC du Parc, 5 Rue Antoine de Saint-Exupéry à COMPANS (77 290)**

La Préfète de Seine-et-Marne  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement » ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le décret ministériel du Président de la République en date du 12 juillet 2017 portant nomination de Madame Béatrice ABOLLIVIER, Préfète de Seine-et-Marne (hors classe) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°17/PCAD/207 en date du 27 juillet 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Jérôme GOELLNER, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France ;

**VU** l'arrêté n°2019-DRIEE-IdF-004 du 22 juin 2019 portant subdélégation de signature ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°00 DAI 2 IC 171 du 09 novembre 2000 autorisant la société PROLOGIS à exploiter un entrepôt couvert de stockage de matières combustibles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie E-1/19 n°0993 du 16 mai 2019 établi suite à la visite d'inspection du 16 avril 2019 de l'établissement de la société PROLOGIS situé à l'adresse citée ci-dessus ;

**CONSIDÉRANT** le courrier n° E-1/19 n°0993 du 16 mai 2019 informant la société PROLOGIS de la mise en demeure susceptible d'être prise à son encontre et de la possibilité de présenter ses observations dans un délai d'un mois à compter de la réception du courrier ;

**CONSIDÉRANT** l'absence de réponse de la société PROLOGIS suite au courrier n° E-1/19 n°0993 du 16 mai 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que l'entrepôt exploité par la société PROLOGIS est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement, soumis au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510-2;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 26 juin 2012, il avait été constaté que l'exploitant stockait des produits non autorisés type liquides inflammables, ce qui avait fait l'objet d'une non-conformité ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'avait jamais répondu à cette non-conformité ni porté à la connaissance du Préfet l'ensemble des modifications effectuées (type de produits stockés, présence d'une mezzanine...);

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de démontrer si les modifications effectuées génèrent ou non de nouveaux dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 ;

**CONSIDÉRANT** que compte tenu de la modification du type de produits stockés, il convient de réévaluer le dimensionnement des besoins en eau pour la défense contre l'incendie (guide D9) et les rétentions associées (guide D9A) ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 16 avril 2019, un état des stocks a été remis à l'inspection des installations classées et a mis en évidence le stockage de produits dangereux relevant des rubriques n°4331, n°4510 et n°4511 ;

**CONSIDÉRANT** que cet état des stocks a mis en évidence que les quantités stockées au titre des rubriques n°4xxx étaient strictement inférieures au seuil du régime de déclaration ;

**CONSIDÉRANT** le rapport de vérification semestrielle du système sprinkleurs Q1 du 30 octobre 2018 établi par la société Bureau Veritas ;

**CONSIDÉRANT** que le rapport précédemment cité relève divers points de non-conformité, dont certains ont été relevés depuis 2015 et jamais levés ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a cinq points de non-conformités à lever au plus vite et trois points de non-conformité susceptibles de mettre en échec le système (dont l'incompatibilité des marchandises avec le réseau ESFR et la protection des bureaux) ;

**CONSIDÉRANT** que le jour de la visite d'inspection du 16 avril 2019, l'exploitant en présence de son locataire, la société EURODEP, a indiqué que les travaux de mise en conformité sprinklage étaient à la charge du locataire et pourraient démarrer au mieux dernier trimestre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer le jour de la visite du 16 avril 2019 que des actions étaient envisagées pour lever les non-conformités du système sprinkleurs relevées ;

**CONSIDÉRANT** le courriel de l'exploitant du 26 avril 2019 confirmant que les commandes pour les travaux de mise en conformité pourraient être établies dès septembre 2019 et que les travaux dureraient environ un trimestre ;

**CONSIDÉRANT** que l'ensemble des informations et documents fournis par l'exploitant le jour de la visite d'inspection du 16 avril 2019 ainsi que par courriels du 17 avril 2019 et 26 avril 2019 ne permettent pas de justifier que l'ensemble des non-conformités relevées dans le rapport de vérification semestrielle du système sprinkleurs (Q1) vont être levées ;

**CONSIDÉRANT** que les moyens d'extinction incendie ne sont pas adaptés au type de produits stockés, en particulier les liquides inflammables ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 16 avril 2019, le locataire a indiqué qu'il déplaçait, dès qu'un emplacement se libérait, les palettes de liquides inflammables stockées en hauteur vers les racks inférieurs ;

**CONSIDÉRANT** que des liquides inflammables sont parfois de nature liquide,

**CONSIDÉRANT** que les produits peuvent être stockés ponctuellement à des hauteurs supérieures à 5 mètres, de surcroît sans dispositifs de rétention ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a indiqué que son locataire mettrait en place un nouveau système de gestion des stocks nommé WMS dès septembre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que ce système informatique de gestion des stocks appelle à être testé sur un autre site pilote (site COPERNIC à MITRY-MORY) avant d'être opérationnel sur le site PROLOGIS DC2 et pourrait être opérationnel début 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que ce système de gestion attribuera des emplacements adaptés au type de produits à stocker (dont les liquides inflammables) ;

**CONSIDÉRANT** que néanmoins l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer qu'avec ce nouveau système de gestion informatique des stocks il n'y aurait plus de liquides inflammables au-delà de 5 m de hauteur au regard des volumes stockés ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne :

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

La société PROLOGIS dont le siège social est situé 3 avenue Hoche Hall 1 5<sup>ème</sup> étage CS 60006 75384 PARIS CEDEX 08, exploite un entrepôt de stockage de matières combustibles situé ZAC du Parc, rue Antoine de Saint-Exupéry à COMPANS (77 290) est mise en demeure pour son établissement situé ZAC du Parc, rue Antoine de Saint-Exupéry à COMPANS (77 290) de respecter à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à enregistrement sous la rubrique 1510 :

#### **Dans un délai d'un mois**

##### **Article 9 « Conditions de stockage »**

« [...] La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage ».

#### **Dans un délai de trois mois**

##### **Article R. 512-46-23 du code de l'environnement**

« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement. »

#### **Dans un délai de six mois**

##### **Article 10 « Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux »**

« [...] Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du grand réservoir ;

50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

[...]».

**Article 13 « Moyens de lutte contre l'incendie »**

*« [...] En cas de d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage [...] ».*

*L'exploitant veillera à justifier à l'inspection des installations classées des actions mises en œuvre relatives à la mise en place de rétentions et à la mise en conformité de la protection incendie **dans un délai maximal de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté.*

**L'ensemble des délais court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.**

**ARTICLE 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8-II du même code.

**ARTICLE 3**

Les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**ARTICLE 4**

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Une copie du présent arrêté est transmise au maire de la commune de COMPANS.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui fondent la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cet arrêté est soumis est affiché en la mairie susvisée pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité est justifiée par un procès-verbal du maire.

Une copie de cet arrêté est affichée à l'entrée de l'installation et est mise à disposition du public en mairie de COMPANS pendant deux mois à compter de la publication de cet arrêté de mise en demeure.

**ARTICLE 5**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif uniquement (Tribunal Administratif de Melun, 43 rue du Général de Gaulle - 77 000 MELUN) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

#### **ARTICLE 6**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Le Sous-Préfet de MEAUX,
- Le Maire de COMPANS,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à PARIS,
- Le Chef de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à la société PROLOGIS, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 05 juillet 2019

La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation,  
Pour le Directeur et par délégation,  
Le Chef de l'Unité Départementale  
Seine-et-Marne,

*Signé*

Guillaume BAILLY

#### **Pour ampliation**

La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation,  
Pour le Directeur empêché,  
Le Chef de l'Unité Départementale de Seine-et-Marne,



**DESTINATAIRES :**

- La société PROLOGIS,
- Le Préfet de Seine-et-Marne (SIDPC),
- Le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),
- Le Sous-Préfet de MEAUX,
- Le Maire de COMPANS,
- Le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Directeur Départemental de la Protection des Populations
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à PARIS,
- Le Chef de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE.

